



npa2009.org

MOBILISONS-NOUS CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE POUR LES DROITS DU MONDE DU TRAVAIL

Une condamnation à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes ! Voilà ce dont viennent d'écopier les 8 anciens salariés de l'usine Goodyear d'Amiens, fermée en janvier 2014 en laissant 1450 ouvriers. La direction de l'entreprise et les cadres avaient retiré leur plainte. C'est donc le parquet, à la demande du gouvernement, qui a tout de même poursuivi les salariés ! Ce gouvernement se prétend de gauche, et il poursuit des travailleurs en lutte pour sauver leur emploi comme des criminels. Une pétition de soutien a recueilli des dizaines de milliers de signatures en quelques jours.

Dans le même temps, le policier qui a tiré dans le dos d'Amine Bentounsi a été acquitté. Les patrons voyous sont arrosés d'argent public. Plus que jamais la justice est une justice « de classe » : quand on est de la classe des travailleurs, on est réprimé, que l'on soit salarié de la Poste, d'Air France, réfugié ou militant écologiste. Quand on fait partie de la bourgeoisie ou de la police, on est acquitté ou condamné à des peines symboliques.

LE VRAI VISAGE DE L'ÉTAT D'URGENCE

Dans la foulée des attentats, les immigrés, les musulmans ont servi de boucs émissaires. Le gouvernement a repris certaines propositions du FN, comme la déchéance de la nationalité ou le renforcement des pouvoirs de la police. Il cherche à inscrire l'état d'urgence dans la Constitution, alors que cette loi, utilisée contre pour le colonialisme français pendant la guerre d'Algérie, ou contre les jeunes des quartiers populaires en 2005, a toujours eu comme objectif de faire taire ceux d'en bas

lorsqu'ils se révoltent contre le pouvoir central. Elle n'a jamais servi à lutter contre des terroristes kamikazes.

Avec la condamnation des salariés de Goodyear, et la convocation des salariés de Ford, dont notre camarade et ancien candidat à l'élection présidentielle Philippe Poutou, il est clair que le gouvernement cherche à intimider les salariés qui luttent, en particulier une série d'équipes militantes combatives, emblématiques des luttes ouvrières de ces dernières années. La finalité de l'état d'urgence est là : faire peur, renforcer le pouvoir, attaquer les classes populaires.

REPRENDRE LA LUTTE

Le 26 janvier, les 5,2 millions de salariés de la fonction publique sont appelés à faire grève et à manifester, pour les salaires, pour des embauches dans les services publics, contre la réforme des collèges. Ce sera la première fois depuis la mise en place de l'état d'urgence que les salariés de la fonction publique pourront se retrouver pour exprimer massivement notre colère contre la politique de ce gouvernement.

Le 30 janvier ou le 6 février, des manifestations auront contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité et contre le renforcement des pouvoirs de la police.

Toutes ces manifestations sont très importantes, nous devons les populariser et nous y rendre massivement, pour que le monde du travail fasse enfin entendre sa voix, défende ses intérêts. Il y a urgence !

19 janvier 2016

PRENDRE CONTACT	ecrire@npa2009.org
NPA - 2 rue Richard Lenoir	Nom :
93 100 Montreuil	Prénom :
Adresse :	Tel :/..../..../..../..
.....	Mail :
.....	@



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
npa2009.org